

La voie de la LIBERTE

.....
"l'éternelle vigilance est le prix de la LIBERTE"
.....

Le président de la République française se propose de briser la pensée unique, mais elle s'est instaurée par la contrainte économique et politique ou tout non-conformisme intellectuel brise ceux qui refusent de se soumettre.

L'Europe, au même titre que les Etats Unis d'Amérique ou la Suisse ne pourra se construire que sur une philosophie commune broyant les divergences et les intérêts égoïstes. Notre Nation porteuse de valeurs issues de la philosophie Universelle peut par ses actions être un signe pour cette construction.

Nos armées se trouvent dans une impasse, non de leur fait, mais dans celle philosophique, du pouvoir politique. Nous devons tout faire pour sauver nos soldats, c'est pour nous une question de non-assistance à personne en danger.

Cautionner les méthodes serbes est inadmissible, ne rien faire pour sauver nos hommes l'est aussi.

Un soldat n'est pas un mercenaire avec sa Vie mais le garant d'une philosophie. S'il est insupportable de voir des civils, des femmes et des enfants massacrés; il est insupportable de voir des armées se cacher au milieu des villes en se servant de ses habitants comme bouclier.

La construction de la Paix, d'une tolérance, ne peut se faire que par l'acceptation de base de modes sociaux de Vie. La séparation du pouvoir temporel et spirituel, la séparation du civil et du militaire, la séparation de la Justice et du politique, la séparation de l'état et de l'information, etc. et l'adoption de règles. Règle par exemple de la guerre, qui ne se fait pas au milieu des civils, etc. La multitude de ses forces s'affrontant, ce morcellement permet que l'idée ou les idées fortes qui permettent de Vivre ensemble se dégagent. Ce qui, pour nous, est en cause dans notre présence en Bosnie, c'est cette séparation non faite, qui revient à défendre, indirectement une thèse contraire aux aspirations qui ont permis l'avènement de nos sociétés.

L'origine du conflit issu de l'implosion de l'ex-Yougoslavie en Bosnie a été la volonté de politiques musulmans de mettre en place un gouvernement issu d'une représentation au prorata des appartenances religieuses ou autres et de refuser la scission de la partie dite serbe.

Que la France, notre Nation, défende la Liberté, le droit de Vie, Oui, c'est son Devoir Historique. Mais qu'indirectement elle protège des dirigeants politiques dont la légitimité est tout à fait contestable et qui utilisent la générosité du concept des Nations Unies pour le détourner ne nous semble pas acceptable. C'est cette erreur philosophique que nous contestons.

Il y a seulement cinq siècles les Hommes de race noir n'était pas reconnus comme humain même de la part de l'église catholique. Nous vivons encore aujourd'hui dans certaine partie de la planète, avec des restes de ces ignobles théories. C'est pourquoi il est clair que nous devons, ou tout au moins essayer, de ne pas nous tromper, de donner le bon Signe.

Il n'est pas question, et en aucune sorte, de légitimer des massacres contraires à toute notre éthique, mais de savoir sur quelle philosophie de fonds nos armées doivent se battre. La cause du pouvoir politique bosniaque identifié comme musulman, n'est pas pour nous, la même que celle de ses ressortissants. Tout homme a envie de Vivre en Paix et le problème est l'acceptation que les prétentions politiques issues d'idéologie, de dogmes, de religions ou de nationalismes ne permettent jamais d'accéder à la Paix.

Pour sortir d'une impasse très dangereuse, il serait possible de proposer l'évacuation des forces militaires et gouvernementales bosniaques de Sarajevo, en donnant aux forces des Nations Unis mandat de protection des populations et non d'interposition. Ce mandat pourrait comprendre l'administration de la ville comme Berlin il y a 50 ans.

Les ripostes françaises seraient légitimées philosophiquement et historiquement avec leurs alliés Européens. Il faut démilitariser les poches bosniaques, et ne laisser que des forces de l'ONU, tout attaque Serbe deviendrait inacceptable.

Il n'appartient pas à l'ONU de s'engager dans une guerre. Transformer l'ONU en bras armé de la "justice" d'un conformisme intellectuel des Nations issu des politiques, risque de transformer une organisation faite uniquement pour un dialogue et donner des Signes, en une organisation contestée encore plus contestée. Offrir un miroir à ceux qui croient détenir une vérité pour montrer la relativité de la certitude, est l'idée inspiratrice de l'ONU. C'est cette deuxième erreur philosophique que nous contestons; l'ONU a vocation de protéger les populations, certainement pas des pouvoirs politiques tout à fait artificiels de façon directe ou indirecte.

A l'extrême, la Nation française qui a vécu il y a deux siècles, une expérience différente mais proche, doit proposer un retour des populations déplacées. Même s'il faut lier ce retour, à une déclaration d'abandon des revendications religieuses identitaires dans le cadre de la gestion du collectif. Nous savons que la crise bosniaque n'est que la traduction de l'affrontement philosophique planétaire entre l'occident et l'islam intégriste.

L'islam est dans sa forme présente, une vectorisation intellectuelle avec une confusion entre le pouvoir temporel et spirituel, c'est pourquoi nous avons toujours réfuté sa reconnaissance politique en France, risquant d'entraîner un prosélytisme dangereux pour l'homogénéité de notre Nation(non-reconnaissance publique, ne signifie pas interdire, mais cantonner dans la sphère privée). Si le peuple d'Israël a bénéficié d'un régime d'exception, il est nécessaire de rappeler son origine historique.

La convention de 1792 a donné pour la première fois en Europe le droit au peuple se réclamant d'Israël de bénéficier d'une nationalité, précédemment ceux-ci étaient apatrides ce qui justifiait toutes les dérives. Le peuple juif en reconnaissance, par l'intermédiaire de ses colporteurs transitant dans les pays de l'Est, indiquait à la convention les positions des armées ennemies de la France sauvant la Révolution; de plus, les armées révolutionnaires furent équipées en partie par cette communauté. Napoléon organisa le peuple juif en consistoire.

De reconnaissance en reconnaissance, un régime d'exception s'est créé sous l'impulsion de Napoléon qui aujourd'hui a fait le lit d'une confusion.

La ligne politique de la France doit être et rester la Paix et la protection des populations et non d'un gouvernement ou de dogmes.

Il est clair qu'il y a un risque intérieur français, ce risque pourrait, en le négociant adroitement, permettre de signifier clairement aux musulmans français que la France est un état laïque en premier lieu.

"Je suis le peuple élu", "tu es l'infidèle", etc. Ces vectorisations intellectuelles ne sont acceptables que lorsque ceux qui s'en réclament sont minoritaires dans une entité politico-juridique, permettant de diluer une construction intellectuelle qui interdit souvent de Vivre ensemble. La Paix qui se construit aujourd'hui au Moyen-Orient, n'est le fait que des laïques ou de ceux qui refusent le mélange entre le spirituel et le temporel.

Qui peut prétendre comprendre, connaître, le Tout-Puissant?

La perte des valeurs philosophiques sur lesquelles sont construites nos sociétés entraîne une confusion politique, et particulièrement pour notre Pays transformant nos valeurs fortes en faiblesses servant des extrêmes. Il n'y a point de tolérance dans l'intolérable.

Le premier message de la Philosophie Universelle, c'est que nul ne choisit sa naissance, ses parents, sa couleur, sa race, sa religion, son pays, ses capacités, etc. Nous devons tout mettre en oeuvre pour construire un monde dans lequel la Vie justifie la Vie; balayant les exclusions, les revendications d'exceptions, ou seul, le tendre vers le bien faire peut justifier, légitimer et apaiser notre Vie. Une Vie dans laquelle le mal et la souffrance ne resterait qu'une possibilité nous permettant de conserver la conscience d'être.

Le scénario catastrophe de Beyrouth ou Mogadiscio est de nouveau présent, ceux qui prétendent représenter la France ont franchi la ligne bleue de l'ONU pour prendre parti, l'inquiétude nous gagne. Il est de notre responsabilité de demander assistance au gouvernement américain pour l'évacuation de nos soldats de Bosnie ainsi que celle de nos alliés. Cette demande repose sur une analyse différente que celle faite, par ceux qui se sont approprié l'état français et essaient de se sauver d'une situation intérieure par une fuite extérieure sans vouloir donner les signes philosophiques nécessaires à la Paix.

Nous craignons que nos armées se retrouvent au coude à coude avec des éléments islamistes iraniens. Est-ce que c'est "gordji", celui des assassinats de nos concitoyens, qui donnera des ordres à nos armées, avec en face plus de 80.000 serbes. La situation est lamentable.

Il est de notre Devoir, n'ayant pas les informations sur la situation réelle militaire en Bosnie, d'assurer le président de la République de tous nos efforts si cela était utile, pour plaider la demande d'aide à l'évacuation des armées française aux Etats-Unis-d'Amérique.

Nos rapports avec ce Pays ne sont pas des rapports neutres ou bienveillants mais d'Amour sincère et réciproque. Nous n'accepterons jamais cette façon de culpabiliser ceux qui nous ont permis de Vivre Libre. Surtout pour fuir les conséquences de l'humiliation donnée il y a trente ans, en chassant de façon lamentable ceux qui sont et resteront nos amis. C'est une question de Morale politique.

Nous ne pouvons accepter que des entreprises dont l'état français est actionnaire, soutiennent le gouvernement terroriste iranien en faisant des investissements massifs nécessitant au plus haut niveau une intervention du gouvernement américain (ex: Total 7/95). Nous n'avons aucune complaisance pour ceux qui assassinent nos concitoyens.

Si être français pour certains c'est soutenir des gouvernements terroristes, c'est accepter que nos soldats meurent pour rien, c'est accepter l'utilisation d'un droit qui viole la Loi pour briser la Liberté, il est bien clair que nous ne parlons pas de la même France.

Si le président de la République appartient aux groupes qui se sont appropriés l'héritage de l'inspirateur de notre constitution, il a oublié que celle-ci, puissante et oppressante, ne repose que sur la probité de son chef et de ceux qui l'appliquent.

Le droit à l'expression n'est plus réservé qu'à ceux qui ont les moyens de s'exprimer. Moyens économiques, moyens des portes qui s'ouvrent, moyens des interviews qui n'auront pas uniquement pour objet, de détruire la pensée de l'autre.

Ceux qui croient en la Liberté doivent proposer des mesures propres à garantir l'indépendance de la presse. Il serait possible d'imposer un collège des journalistes et rédacteurs devenant actionnaire décisionnelle minoritaire ou d'interdire les participations majoritaires de financiers dans les sociétés ou entreprises de presse par exemple.

La botte de l'oppression économique de l'étatisme français dans la volonté de broyer ceux qui s'opposent, nous interdit aujourd'hui de pouvoir librement exprimer notre opinion. Entre les manifestations interdites, les expulsions, les saisies, les arrestations et les suicides de toutes sortes nous connaissons le prix au quotidien de la Liberté.

La France cinquante ans après sa Libération, doit de nouveau reprendre le combat, certains ont cru pouvoir étouffer les cris de ceux qui refusaient d'oublier, leur permettant de s'accaparer l'état.

Toute Paix faite, en étouffant les cris de ceux qui ont subi, nécessite toujours de refaire la guerre. Car ceux qui ont fait subir ne comprendrons qu'une chose: "laissons passer l'orage et recommençons". Ce même schéma nous le retrouvons partout, les génocides, les crimes politiques, la corruption, les fuites de responsabilité, etc. Si nous luttons au quotidien, c'est pour briser ce raisonnement. C'est cette correction que nous souhaitons mettre en place, par une Justice élue.

La probité a disparu, l'abus de situation, la corruption, le cumul des rémunérations issues de l'état détruit notre Nation, il ne reste rien, seules des larmes, jamais séchées, de ceux dont les cris avaient été étouffés, tellement fort, que 50 ans après, ils nous interdisent de dormir en Paix.

Se battre dans les mêmes termes que ceux que nous récusons, serait légitimé leurs actes.

La bonne foi du Président de la République ne pourra être établi que le jour où paraphasant Napoléon le 20 avril 1814 à midi: "Nous avons sacrifié tous nos intérêts à ceux de la Patrie".

Il abandonnera ses privilèges, et rendra la Justice véritablement indépendante brisant le jeu politique basé sur la frustration sociale, pour le remplacer par celui de la justification du pouvoir.

"La sueur pour économiser le sang." Mac Arthur

*le coordonnateur ∞
pour LIBERTE*

"Laisser les rochers être mes armées et les oiseaux mes alliés" Charlemagne

Rectificatif: à propos de monsieur bourges dans notre publication précédente, une erreur s'est glissée et nous demande une vérification d'information, nous vous tiendrons au courant.